



CHAPITRE 70

Loi concernant les enquêtes sous la Loi
des compagnies de Québec

[Sanctionnée le 9 mars 1950]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 276,
a. 107, am.

1. L'article 107 de la Loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 276) est modifié

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 1, les mots "secrétaire de la province" par les mots "procureur général";

b) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes ainsi que dans la sixième ligne du paragraphe 2, les mots "secrétaire de la province" par les mots "procureur général";

c) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 6, les mots "secrétaire de la province" par les mots "procureur général";

d) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 7, les mots "secrétaire de la province" par les mots "procureur général";

e) en remplaçant le paragraphe 8 par le suivant:

Frais.

"8. Les frais occasionnés, directement ou indirectement, par l'enquête sont à la charge des requérants ou de la compagnie, selon que le procureur général le décrète, ou à la fois des requérants et de la compagnie, dans la proportion qu'il fixe, lorsqu'il juge équitable de les partager entre les parties.

CHAPTER 70

An Act respecting investigations under
the Quebec Companies Act

[Assented to, the 9th of March, 1950]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 107 of the Quebec Companies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 276) is amended

a. by replacing, in subsection 1, the words "Provincial Secretary" by the words "Attorney-General";

b. by replacing, in the second and third lines as well as in the seventh line of subsection 2, the words "Provincial Secretary" by the words "Attorney-General";

c. by replacing, in the third as well as in the fifth line of subsection 6, the words "Provincial Secretary" by the words "Attorney-General";

d. by replacing, in the second and third lines of subsection 7, the words "Provincial Secretary" by the words "Attorney-General";

e. by replacing subsection 8 by the following:

"8. The expenses of and incidental to the investigation shall be borne by the applicants or the company, as the Attorney-General may order, or by both the applicants and the company, in the proportion which the Attorney-General shall determine, when he shall deem it equitable to apportion them between the parties.

Expenses.

Recouvrement. Ils sont recouvrables, à la poursuite de l'inspecteur de toute partie contre qui ils ont été adjugés.

Taxation. Ces frais sont taxés par le magistrat de district en chef ou, au cas d'incapacité d'agir de sa part, par suite d'absence, de maladie ou d'autre cause, par le magistrat de district en chef adjoint, sur demande verbale de l'inspecteur, après avis d'au moins trois jours à toute partie qui doit les payer, de l'heure, de la date et du lieu où il présentera l'état de ses frais pour taxation.

Certificats incontestables. Le certificat d'adjudication des frais par le procureur général et le certificat de taxation du magistrat sont incontestables et font preuve de l'obligation de toute partie contre qui ils ont été adjugés d'en payer le montant déterminé par le certificat de taxation."

S.R., c. 276, a. 199, am. 2. L'article 199 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 1, les mots "secrétaire de la province" par les mots "procureur général";

b) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes ainsi que dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe 2, les mots "secrétaire de la province" par les mots "procureur général";

c) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 6, les mots "secrétaire de la province" par les mots "procureur général";

d) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 7, les mots "secrétaire de la province" par les mots "procureur général";

e) en remplaçant le paragraphe 8 par le suivant:

Frais. "8. Les frais occasionnés, directement ou indirectement, par l'enquête sont à la charge des requérants ou de la compagnie, selon que le procureur général le décrète, ou à la fois des requérants et de la compagnie, dans la proportion qu'il fixe, lorsqu'il juge équitable de les partager entre les parties.

Recouvrement. Ils sont recouvrables, à la poursuite de l'inspecteur, de toute partie contre qui ils ont été adjugés.

They shall be recoverable at the instance of the inspector from any party against whom they have been adjudged.

Such expenses shall be taxed by the Chief District Magistrate or, in case of his inability to act, on account of absence, illness or other cause, by the Associate Chief District Magistrate, upon verbal application of the inspector, after a notice of at least three days, to every party obliged to pay the same, of the hour, date and place where he will present the statement of his expenses for taxation.

The certificate of adjudication of the expenses by the Attorney-General and the taxation certificate of the Magistrate shall be incontestable and shall be evidence of the obligation of any party against whom they have been adjudged to pay the amount determined by the taxation certificate."

Certificates incontestable.

2. Section 199 of the said act is amended

R.S., c. 276, s. 199, am.

a. by replacing, in the first line of subsection 1, the words "Provincial Secretary" by the words "Attorney-General";

b. by replacing in the second and third lines as well as in the seventh line of subsection 2, the words "Provincial Secretary" by the words "Attorney-General";

c. by replacing, in the third and in the fifth lines of subsection 6, the words "Provincial Secretary" by the words "Attorney-General";

d. by replacing in the second and third lines of subsection 7, the words "Provincial Secretary" by the words "Attorney-General";

e. by replacing subsection 8 by the following:

"8. The expenses of and incidental to the investigation shall be borne by the applicants or the company, as the Attorney-General may order, or by both the applicants and the company, in the proportion which the Attorney-General shall determine, when he shall deem it equitable to apportion them between the parties.

Expenses.

They shall be recoverable at the instance of the inspector from any party against whom they have been adjudged.

Recovery.

Taxation. Ces frais sont taxés par le magistrat de district en chef ou, au cas d'incapacité d'agir de sa part, par suite d'absence, de maladie ou d'autre cause, par le magistrat de district en chef adjoint, sur demande verbale de l'inspecteur, après avis d'au moins trois jours à toute partie qui doit les payer, de l'heure, de la date et du lieu où il présentera l'état de ses frais pour taxation.

Certifi-
cats in-
contesta-
bles.

Le certificat d'adjudication des frais par le procureur général et le certificat de taxation du magistrat sont incontestables et font preuve de l'obligation de toute partie contre qui ils ont été adjugés d'en payer le montant déterminé par le certificat de taxation."

S.R.,
c. 276,
s. 226, ab.

3. L'article 226 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 227,
am.

4. L'article 227 de ladite loi est modifié en y retranchant, dans la troisième ligne, le mot "additionnel".

Id., a. 228,
am.

5. L'article 228 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots et nombre "des articles 226 et" par les mots "de l'article".

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Such expenses shall be taxed by the Chief District Magistrate or, in case of his inability to act, on account of absence, illness or other cause, by the Associate Chief District Magistrate, upon verbal application of the inspector, after a notice of at least three days, to every party obliged to pay the same, of the hour, date and place where he will present the statement of his expenses for taxation.

The certificate of adjudication of the expenses by the Attorney-General and the taxation certificate of the Magistrate shall be incontestable and shall be evidence of the obligation of any party against whom they have been adjudged to pay the amount determined by the taxation certificate."

Certifica-
tes in-
contest-
able.

3. Section 226 of the said act is repealed.

R.S.,
c. 276,
s. 226, re-
pealed.

4. Section 227 of the said act is amended by striking out, in the third line, the word "additional".

Id., s. 227,
am.

5. Section 228 of the said act is amended by replacing, in the first and second lines, the words and number "sections 226 and" by the word "section".

Id., s. 228,
am.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.